

# les organisations trotskystes

## en campagne



Jamais l'extrême-gauche n'a été aussi largement représentée dans une élection législative qu'elle l'a été lors de la dernière. A côté des candidats des différents courants maoïstes, à côté des candidats d'un PSU — sous étiquette propre ou sous étiquette Front Autogestionnaire — que les habitudes font classer dans l'extrême-gauche, mais dont la campagne hésitait entre l'apolitisme ouvert et l'alignement complet sur l'Union de la gauche, l'extrême-gauche trotskyste était largement présente.

Mais qu'avait-elle à dire ?

Nous ne mentionnons que pour mémoire ceux, comme l'Organisation Communiste Internationaliste, qui n'avaient rien à dire, en tous les cas rien de différent de l'Union de la gauche, au point qu'ils ont préféré s'abstenir, en appelant à voter dès le premier tour pour les candidats du Parti Socialiste et du Parti Communiste. En parfaite harmonie avec son suivisme traditionnel vis-à-vis des appareils réformistes, l'OCI présentait, par avance, l'éventualité d'une victoire de l'Union de la gauche comme un fait capital et comme une chance historique pour la classe ouvrière. Position générale qui

lui servit ensuite de prétexte, à partir du moment où le PCF déclenchait sa campagne de polémique contre le PS, pour s'aligner pour ainsi dire sans critique, derrière le parti de François Mitterrand, chantre, lui, de l'unité.

Renoncer à présenter des candidats, alors que l'on en a la force, afin de ne pas diviser la gauche, c'est la façon la plus nette de capituler devant les politiciens de gauche de la bourgeoisie, et de renoncer à défendre un autre choix pour la classe ouvrière que celui entre deux politiques bourgeoises.

Les révolutionnaires se devaient bien évidemment d'être présents dans ces élections. Celles-ci, et la possibilité d'une accession de la gauche au pouvoir gouvernemental qu'elles laissaient entrevoir, étaient au centre des préoccupations politiques de la classe ouvrière. Ces préoccupations étaient ce qu'elles étaient, c'est-à-dire pas très intenses, mais elles existaient, et elles couvraient bien des illusions.

Les révolutionnaires devaient être présents, au moins pour combattre ces illusions, et les combattre à partir du niveau où les travailleurs les ressentaient.

Il ne s'agissait pas de combattre «l'électoratisme» dans l'abstrait. Les illusions électorales de la classe ouvrière se concrétisaient d'une façon bien précise, dans la conviction, propagée par le PC, le PS, comme par les organisations syndicales, que la victoire électorale de l'Union de la gauche serait un mieux pour les travailleurs et qu'il faudrait un gouvernement de gauche pour que les revendications des travailleurs soient prises en compte.

Si les révolutionnaires avaient dû limiter leur intervention à une seule chose, cela devait être à dénoncer cette illusion-là, et à affirmer sans la moindre ambiguïté que l'Union de la gauche au pouvoir ne sera pas plus favorable aux travailleurs que la droite.

On ne peut demander à des élections plus qu'elles ne peuvent donner. Les révolutionnaires ne pouvaient être porteurs d'une solution particulière dans le cadre de ces élections où, dans les faits comme dans la conscience des travailleurs, le choix se limitait à la question de savoir si c'est l'Union de la gauche qui allait gouverner, ou si c'est la droite giscard-gaulliste qui continuait. Mais ils se devaient de permettre aux travailleurs de faire un geste utile avec le bulletin de vote qu'on leur donnait, et

d'exprimer leur refus face au choix fallacieux devant lequel ils se trouvaient.

Dénoncer les illusions électorales, c'est-à-dire les illusions en l'Union de la gauche, était la principale, sinon la seule, nécessité politique dans ces élections législatives. C'est par rapport à cette nécessité que se juge la politique des organisations qui se réclament de l'extrême-gauche révolutionnaire, durant cette campagne électorale.

## LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIERE

Nous sommes intervenus dans ces élections précisément pour y représenter, en toute clarté, une politique de défiance par rapport à l'Union de la gauche et aux illusions électoralistes qu'elle suscitait, afin de préparer, autant que nos forces le permettaient, les travailleurs et les autres couches laborieuses de la population à la situation politique post-électorale.

Nous ne pouvions évidemment pas savoir ce qui allait sortir des urnes, mais c'est justement parce que la victoire électorale des partis de gauche était pour la première fois depuis longtemps une éventualité plausible qu'il était important de mettre en garde les travailleurs, de placer des jalons pour un avenir où, inévitablement, les partis de gauche auraient trahi et déçu l'espoir que les travailleurs mettaient en eux.

Notre campagne était axée autour d'une idée principale: dire sans ambiguïté que les travailleurs ne devaient pas miser sur une victoire électorale de la gauche, que celle-ci ne leur garantirait rien, et que, après les élections, gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, ils ne pouvaient compter que sur leurs luttes.

C'est évidemment surtout dans l'hypothèse de l'arrivée au pouvoir gouvernemental de la gauche qu'il était indispensable de montrer, par avance, qu'il y a une autre politique pour les classes laborieuses que celle représentée par l'Union de la gauche, afin que la fin de leurs illusions ne se traduise pas inévitablement par la démoralisation. Mais, même en cas d'échec de la gauche, il ne fallait pas que les travailleurs soient déçus, car ils n'avaient pas plus perdu dans ces élections qu'ils ne pouvaient y gagner.

Il était nécessaire que ces choses soient clairement dites dans cette campagne. Et il était également nécessaire que la fraction de l'électorat qui partageait cette défiance puisse l'exprimer, montrer son existence et, le cas échéant, sa force.

L'importance de cette fraction de l'électorat ne dépendait pas de nous. Mais il dépendait de nous de donner à ce courant les moyens de s'exprimer et, éventuellement, de se donner une représentation parlementaire. Et puisque cela était dans nos possibilités, il était de notre devoir de le faire, et de le faire au mieux. C'est-à-dire, en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions. C'est-à-dire encore en



menant la campagne la plus sérieuse et la plus intensive que nos forces permettaient.

En offrant aux travailleurs la possibilité de faire un geste utile par un vote à gauche, mais un vote de défiance à l'égard de l'Union de la gauche, nous ne les avons pas appelés à se déterminer sur l'intégralité de notre programme. Dans le contexte politique du pays, appeler à voter... pour la révolution, eut été aussi stupide que, finalement, électoraliste. Car cela aurait abouti simplement à décompter le nombre limité de militants ou sympathisants révolutionnaires de ce pays — et

pour cela point n'était besoin de participer aux élections — mais par la même occasion accréditer l'idée que la révolution, c'est encore une affaire de vote, comme l'arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche.

Mais c'est justement parce que nous sommes une organisation révolutionnaire que nous pouvions, dans ces élections où le choix était oh combien limité, représenter le refus clair de ce choix. Cela, personne d'autre que Lutte Ouvrière ne le représentait dans ces élections.

Nous avons puisé dans l'actualité politique de quoi illustrer le fait que les partis de l'Union de la gauche ne méritent aucun crédit de la part des classes laborieuses; que, même encore dans l'opposition, ils abandonnaient le peu qui distinguait leur programme de ceux des partis de droite (attitude à l'égard de l'arme atomique; acceptation de se soumettre à Giscard; refus de prendre en compte les revendications des travailleurs; double langage, l'un pour les travailleurs, l'autre pour les bourgeois, etc...). Notre propos n'était pas d'appeler les travailleurs à peser sur le Parti Socialiste et le Parti Communiste pour qu'ils changent de programme, mais de montrer, dans des domaines limités sans doute, mais qui étaient dans les préoccupations quotidiennes des gens, que ces partis ne sont bons à rien, qu'ils ne se préparaient pas à aller au gouvernement pour y représenter, fût-ce partiellement, les intérêts des classes laborieuses, mais pour tromper les classes laborieuses et pour leur faire accepter la politique que la bourgeoisie dictera.

Notre intervention électorale n'était donc pas une intervention de propagande. Nous avons demandé aux électeurs de se déterminer par rapport à la politique que nous proposons, face aux problèmes de l'heure. Dans ce cadre, nous nous sommes adressés non seulement à la classe ouvrière, mais également à toutes les couches laborieuses qui souffraient, à des degrés divers, de l'exploitation et de l'oppression dans la société capitaliste, petits paysans, artisans, petits commerçants.

Nous ne sommes pas de taille, en temps ordinaire, à mener une politique quotidienne en direction de ces catégories laborieuses, et encore moins de pouvoir la mener au nom de la classe ouvrière. Mais parce qu'il est indispensable pour la classe ouvrière d'avoir



une politique en direction de ces couches laborieuses et parce que, demain, il sera du devoir du futur parti révolutionnaire de la mener, nous avons saisi cette occasion partielle et limitée dans le temps pour, au moins, dire à ces catégories-là qu'elles ont un autre choix politique qu'entre les partis de gauche réformistes dont elles se méfient avec quelque raison, et les partis de droite qui représentent des intérêts incompatibles en fait avec les leurs.

En l'absence de toute radicalisation électorale, notre résultat électoral fut du même ordre que lors des élections de 1973. Mais pour la première fois, un des courants de l'extrême-gauche trotskyste aura été capable d'être présent sur tout le territoire et de défendre, en direction de toutes les catégories laborieuses, une politique électorale indépendante.

#### LA CAMPAGNE DE LA LIGUE COMMUNISTE

La Ligue Communiste s'est présentée dans le cadre d'un front électoral, en compagnie des organisations OCT et CCA, sous l'étiquette «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs».

Nous avons dit en son temps ce que nous pensions de cette plateforme qui constituait un long catalogue des revendications les plus diverses — comme si le problème de ces élections était de revendiquer la satisfaction en tout ou en partie de ce catalogue ! — avec des prises de position ambiguës à l'égard de l'Union de la gauche. Mais, en tout état de cause, cette plateforme politique a été ce qu'il était prévisible qu'elle fût, c'est-à-dire une justification pour présenter une image faussement unie d'une partie de l'extrême-gauche, mais qu'aucun des signataires n'avait l'intention de respecter. Et, de fait, chacune des organisations signataires menait sa propre campagne, à supposer que chacune prise séparément ait mené la même campagne d'un bout à l'autre du pays.

Dans le cadre de ce front électoral, c'est la Ligue qui présentait le plus de candidats (c'est d'ailleurs elle qui utilisa le temps de télévision imparti aux formations présentant plus de 75 candidats). Dans combien de circonscriptions

la LCR était-elle présente sur les 191 où le front «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs» présentait des candidats ? A notre connaissance, la LCR n'en a jamais fait état publiquement. Est-ce par défaut de comptabilisation ? C'est tout de même peu vraisemblable. A moins que la difficulté de compter les candidats de la LCR ait été réelle, mais politique, entre les candidats LCR qui se présentaient comme tels et les candidats LCR qui, par opportunité, se présentaient sous d'autres étiquettes. Comment en effet interpréter autrement ce passage du Rouge du 16 février consacré à la campagne de l'extrême-gauche dans la Lozère : «*La liste «Pour vivre et décider au pays, le socialisme autogestionnaire» présente comme candidate sur la circonscription de Mende notre camarade Claudette Pantel, institutrice, et François Gaudry, maçon, comme suppléant. Cette candidature lorézienne ne se réclame d'aucun sigle national.*».

Nous ignorons s'il y avait d'autres candidats de la Ligue se présentant sans étiquette nationale, mais par contre sous une étiquette qui permettait d'aller dans le sens du micro-nationalisme des milieux gauchistes locaux. Mais l'importance accordée à ce type de préoccupations tout au long de la campagne permet de le supposer.

En tous les cas, contrairement à l'OCI, la Ligue a présenté des candidats. Elle a mené campagne.

Mais elle a mené campagne manifestement sans trop y croire, en tous les cas, sans trop croire qu'elle avait quelque chose à défendre au premier tour.

Nous ne discutons pas de la présence sur le terrain, chose difficile à cerner, d'autant plus difficile qu'elle se juge aussi en fonction des pratiques habituelles de la Ligue. Nous discutons en fonction des prises de position publiques de la Ligue, et de ses prises de position publiques centrales (Rouge, interventions télévisées, etc.), car on peut supposer que ces prises de position centrales sont plus représentatives au moins des intentions politiques de la direction de la Ligue que la façon dont la campagne était menée localement. (D'autant d'ailleurs que cette campagne était très disparate sur le plan local, avec des professions de foi locales et, semble-t-il, des relations très diverses localement avec les autres organisations signataires de l'accord électoral «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs», comme avec le PSU ou avec les groupes micro-nationalistes locaux).

Mais, fait significatif au niveau de l'intervention centrale, *Rouge*, quotidien de la Ligue Communiste, a à peine plus souvent consacré, durant les trois semaines de la campagne électorale, son grand titre de la première page à la politique propre qu'elle entendait défendre pendant la campagne, qu'à des événements aussi divers et aussi éloignés des préoccupations politiques des travailleurs que l'affaire Klaus Croissant ou l'ouverture de l'assemblée nationale populaire en Chine.

De façon générale, la part que *Rouge* consacrait aux problèmes politiques soulevés par les élections était limitée, anecdotique, insipide, en un mot apolitique.

Signe d'anti-électorisme ? Que non ! Outre le fait que ce n'est certes pas faire preuve d'anti-électorisme que de renoncer à dénoncer dans sa presse les illusions électoralistes précisément au moment où elles sont dans toutes les préoccupations pour parler d'autre chose, les gros titres de la une de *Rouge* étaient par contre tous consacrés aux élections entre les deux tours, et ils étaient alors autrement plus combatifs autour du thème : «oui pour une majorité du PC et du PS».

Manifestement, pour la LCR, c'est le deuxième tour qui comptait, c'est-à-dire celui où elle n'était plus présente et où elle ne pouvait plus rien offrir comme choix politique à l'électorat. De façon générale, dès avant le premier tour, la LCR comme ses alliés passaient plus de temps à souligner l'importance du second tour où les travailleurs n'avaient plus d'autre choix que, selon l'expression consacrée, celui de décider qui de leurs oppresseurs ils enverront au Parlement, que de défendre une politique au premier tour où, à défaut d'autre chose, les électeurs avaient la possibilité d'exprimer leur opinion et, pour ce qui nous intéresse, d'exprimer leur défiance par rapport à l'Union de la gauche en votant pour des candidats révolutionnaires.

Cette attitude était une façon de s'excuser auprès de l'Union de la gauche par avance, une façon de dire que ce qui est important, ce ne sont pas les votes de méfiance qui peuvent s'exprimer au premier tour, mais bien la victoire électorale de l'Union de la gauche. Geste d'allégeance d'autant plus significatif que parfaitement gratuit, car en se battant vigoureusement au premier tour pour que le maximum d'électeurs s'ex-

priment sur la politique représentée par les révolutionnaires, il était toujours possible de voter au second tour pour l'Union de la gauche par solidarité vis-à-vis de cette majorité de travailleurs qui souhaitaient l'accession de l'Union de la gauche au pouvoir. Mais justement, pour la Ligue, ce n'était pas une question de solidarité. C'était l'expression d'une ligne politique.

Et c'est bien le fond du problème.

Dans toute la campagne électorale, la Ligue Communiste n'avait quelque chose de propre à dire que sur des problèmes accessoires ou franchement apolitiques. Par contre, sur la question principale du moment, sa politique était une politique de suivisme par rapport à l'Union de la gauche.

L'appel du Comité Central de la Ligue Communiste — *Rouge* du 10 mars, reproduit ci-après — résume dès les premières lignes le sens politique que la LCR entendait donner aux votes en faveur de ses candidats.

«Au premier tour, vous pouvez désavouer la politique de division du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Vous pouvez leur dire que vous n'acceptez pas qu'ils étendent leurs alliances avec la bourgeoisie». Le sens de cette deuxième phrase semble avoir été précisé un peu plus bas de la manière suivante : «En même temps vous direz à Mitterrand et Marchais : arrêtez de passer des compromis avec des groupuscules bourgeois, avec des patrons, avec la hiérarchie militaire et avec Giscard».

Demander à Mitterrand «d'arrêter de passer des compromis... avec des patrons, avec la hiérarchie militaire», il fallait le faire !

Manifestement, la Ligue n'avait rien d'autre à désavouer, devant les travailleurs, de la politique des partis de l'Union de la gauche, que leur désunion et leur alliance avec les radicaux ou les gaullistes dits de gauche. Au fur et à mesure de la prolongation de la querelle PC-PS, cette politique réclamant l'unité électorale des partis de gauche a pris la forme triviale d'une véritable campagne politique en faveur du désistement automatique des partis de gauche. Même dans ce qu'elle avait de critique à l'égard de l'attitude des partis de gauche, la politique de la Ligue consistait à renforcer l'idée que ces élections avaient une importance capitale pour les travailleurs, puisqu'aussi bien elles ouvraient la possibilité de l'arrivée de l'Union de la gauche au gouvernement.<sup>5</sup> Était donc à dénoncer

tout ce qui pouvait mettre un obstacle à cette possibilité.

« Dans la situation politique et sociale actuelle, une défaite électorale de la droite et une victoire des partis ouvriers constitueraient un encouragement à la mobilisation des travailleurs ». Ou encore : « Que cela leur convienne ou pas, le PS et le PC au gouvernement auront des comptes à rendre aux travailleurs et leurs organisations de masse », affirmait le Comité Central de la Ligue pour expliquer sa politique. Les incantations pseudo radicales du style « encouragement à la mobilisation » ou « ils auront des comptes à rendre » étaient puériles.

Il n'y avait qu'une chance qu'un gouvernement d'Union de la gauche se voie demander des comptes, c'est que les ouvriers se battent, et se battent contre ce gouvernement. Cela n'avait rien d'automatique. Et les travailleurs auraient eu d'autant plus de chances de se battre qu'ils auraient eu moins d'illusions sur le gouvernement d'Union de la gauche, qu'ils n'en attendaient rien, qu'ils ne voyait pas en lui un gouvernement désireux de défendre leurs intérêts et de leur donner sans luttes de quoi les satisfaire. Et si les révolutionnaires avaient une raison d'être présents dans les élections, ce n'est pas pour dire qu'un gouvernement d'Union de la gauche était indispensable pour les travailleurs, ce n'est pas pour présenter sa victoire comme un bien en elle-même, car cela les partis de l'Union de la gauche le disaient déjà eux-mêmes, même s'ils ne le disaient pas avec les mots d'une grandiloquence « révolutionnaire ».

Que signifiait par ailleurs le slogan « *Il faut battre la droite* », qui était en quelque sorte le principal slogan politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire pendant la campagne, ainsi d'ailleurs que celui de l'ensemble des composants du front électoral dont elle faisait partie ?

En lui-même, justement, pas grand-chose. Car même si les partis de gauche avaient recueilli la majorité des suffrages, la droite aurait-elle été « battue » pour autant ? Pas même du point de vue de la logique parlementaire — et reprendre cette logique-là pour son propre compte, même par tactique, n'est pas une attitude de révolutionnaire — car une législature est longue, et la même Chambre de gauche aurait pu aussi bien voter l'investiture six mois, un an ou deux ans après, à un gouverne-

ment de droite. Dans le cadre d'une alliance socialo-centriste ou, pourquoi pas, au nom de l'union nationale. Car enfin, c'est la même Chambre de gauche, élue aux élections de 1936, où avait été « battue » la droite de l'époque, qui a voté par la suite pour le maréchal Pétain. C'est la même Chambre de gauche, élue aux élections de 1956 où la droite avait été « battue » qui est allée chercher deux ans après le général De Gaulle.

Marchais lui-même, s'il a mené campagne sur le même thème de « *battre la droite* », était un dirigeant politique suffisamment averti pour ne pas subordonner sa conduite à ce genre de balivernes, sachant trop bien que s'il aidait le Parti Socialiste à « *battre la droite* » mais en laissant son propre parti y perdre des plumes, il n'avait aucune garantie de ne pas voir le Parti Socialiste ramener les partis de droite au gouvernement à la place du Parti Communiste, la Chambre fût-elle une Chambre de gauche.

Mais par contre, la LCR a pris le slogan suffisamment au sérieux pour qu'un de ses principaux reproches à l'égard du PCF fût d'avoir empêché la gauche de « *battre la droite* », en cherchant à défendre face au PS ses propres intérêts de parti.

Peu importe si la Ligue croyait réellement à ce qu'elle racontait sur la question, ou si le slogan « *battre la droite* » était simplement un mot d'ordre tactique, destiné à montrer que la LCR poursuivait rigoureusement le même but à l'occasion de cette campagne électorale que l'Union de la gauche.

Il reste que dans les deux cas, le fait de mener campagne autour du même mot d'ordre que l'Union de la gauche était l'expression du suivisme de la LCR à l'égard de cette dernière. La Ligue se targuait de la « *valeur éducative* » de sa campagne. Mais à supposer qu'elle ait été entendue, en quoi donc cette importance attachée à la victoire de l'Union de la gauche pouvait-elle « éduquer » les travailleurs, si ce n'est en crétinisme électoral ? En cette matière, les « éducateurs » se bousculent déjà au portillon, et ils ont une autre efficacité que la LCR en matière de propagation d'illusions électorales.

Voilà le seul aspect politique de l'intervention de la Ligue. Reste l'aspect revendicatif. L'appel du Comité Central en énumérait un certain nombre. Une partie de l'intervention télévisée de la Ligue y était également consacrée :



«Parce que vous ne pouvez pas faire confiance à Georges Marchais, à François Mitterrand, au premier tour, le 12 mars, vous voterez pour la Ligue Communiste Révolutionnaire. Vous voterez pour vos revendications, pour vos droits. Vous voterez pour la semaine de 35 heures sans réduction de salaire, pour le droit des travailleurs et des travailleuses à contrôler leurs conditions de travail. Vous voterez pour l'égalité effective des femmes, pour les droits politiques et sociaux des travailleurs émigrés, pour le droit des minorités nationales à vivre et à travailler dans le pays, pour le droit à l'autodétermination des DOM-TOM».

Mais que signifie donc toute cette envolée ? Toutes ces revendications peuvent-elles être obtenues par des votes et, qui plus est, par des votes en faveur des candidats de la Ligue Communiste ? Sinon, que signifie appeler toute la population à « voter pour » ? C'est une phraséologie électoraliste. Il y avait déjà assez des organisations réformistes pour promettre explicitement ou laisser entendre implicitement que l'on peut obtenir par les urnes satisfaction à des revendications de la classe ouvrière, pour que l'extrême-gauche n'y ajoute pas son grain de sel dérisoire, fût-ce en augmentant les enchères.

La même ambiguïté se retrouve dans une multitude d'autres revendications. Il y en avait beaucoup. Comme la Ligue n'avait pas grand-chose de politique à dire, elle parlait de beaucoup de choses, et des plus diverses. L'appel du Comité Central énumère pêle-mêle : «Oui à l'unité ouvrière», «Oui au SMIC à 2 400 F, à l'échelle mobile, etc.», «Oui à la prise en charge collective et mixte des tâches ménagères au moyen d'équipements collectifs nombreux et de qualité», «Oui aux droits des jeunes, des femmes, des immigrés», pour terminer par un «Oui au socialisme».

C'est très bien de parler de tout cela. Mais c'est une façon de ne pas parler de l'essentiel. Et il n'y a pas que cela. Dans les numéros des 9 et 10 mars, Rouge présentait, sous le titre de : «Pour sortir de la crise, il faut rompre avec le capitalisme», un dossier de plusieurs pages. Sous les têtes de chapitre de : «Défendre notre pouvoir d'achat», «Démanteler l'Etat fort», «Faire payer les riches», «Nationaliser sous contrôle ouvrier», Rouge y présente, en trois colonnes, les positions respectives du PS, du PC et de la Ligue Communiste sur une cinquantaine de points.

Parfois, cela frise le ridicule, lorsque par exemple, sur la Sécurité Sociale, la position du PS est résumée par : «Les ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale seront abrogées», la position du PC par «idem» et celle de la Ligue par : «Abrogation immédiate des ordonnances de 1967 sur la Sécurité Sociale». Le lecteur aura apprécié la différence politique entre les deux...

Le dossier compare les programmes du PC, du PS et de la Ligue dans le but évident de montrer que les deux premiers ne vont pas assez loin. La Ligue ne va-t-elle pas, par exemple, jusqu'à réclamer «l'abrogation de la Constitution de 1958», alors que le PS comme le PC veulent seulement abroger l'article 16. Et tout cela, dans le chapitre : «Démanteler l'Etat fort» ! La comparaison aura, sur ce point, montré qu'il n'y a pas grande différence entre le langage de la Ligue et celui des deux grands partis qu'elle prétend critiquer.

Mais au-delà de cet aspect, il y a le fait même de discuter, gravement et en comparant, les insuffisances du programme du PC et du PS. Comme si Mitterrand et Marchais étaient prêts, sincèrement, à rompre avec le capitalisme pour sortir de la crise ; mais simplement réformistes et un peu naïfs, avec un programme insuffisant qu'il serait nécessaire de compléter.

Mais Mitterrand et Marchais se fichent éperdument du programme. Ils l'ont d'ailleurs montré entre les deux tours lors de leur réconciliation rapide. Ils sont des agents parfaitement conscients de la bourgeoisie. Ce qu'ils disent, ils le disent pour tromper, sciemment, les travailleurs. Il n'est pas inutile de démonter parfois leur programme, pour démontrer qu'il n'y a rien derrière les phrases creuses, ou pour mettre en évidence qu'ils disent un jour noir, le lendemain blanc, mais pas en prenant au sérieux les discours, pas en laissant entendre qu'ils défendent un programme dont le seul défaut est qu'il ne va pas assez loin. Car ce genre de critique, c'est encore une façon de montrer qu'entre eux et la Ligue, c'est une question de nuances, mais qu'on est fait pour s'entendre...

Mais c'est entre les deux tours que la Ligue se sentit véritablement pousser des ailes. Là, il n'y avait plus l'hypothèque de candidatures opposées à celles des partis de l'Union de la gauche. C'est sans le moindre complexe que Krivine parle de la victoire du PC et du

PS comme d'une victoire des travailleurs, et, pour aboutir à cette victoire «dure à acquérir», il en appelle «solennellement» à la bataille pour battre la droite.

La droite n'a pas été «battue» — pas même au sens où l'entendait la LCR. Mais grisée dans un premier temps par son auto-excitation, brutalement refroidie par le retour d'une majorité de droite le soir du 19 mars, la Ligue s'est présentée le lendemain, dans les colonnes de *Rouge*, la mine déconfite par la «défaite», ou encore, comme dans son tract central, par le «grave échec pour nous, travailleuses et travailleurs».

Eh bien, cette élection ne pouvait être une défaite que pour ceux qui se berçaient d'illusions et dans la mesure où ils en attendaient une victoire. La Ligue en était à se lamenter de la «politique de démobilisation, de compromission et de division du PC et du PS», et, comble de tout, d'en appeler encore envers et contre tout à l'unité PC-PS.

La reconduction de la droite aux responsabilités gouvernementales a fait que les problèmes nouveaux qui auraient pu être posés à l'extrême-gauche révolutionnaire par un gouvernement PC-PS ne l'ont pas été. Le suivisme de la LCR — sans même parler de l'OCI-AJS — vis-à-vis de l'Union de la gauche s'est exercé par rapport à des partis dans l'opposition et pas au pouvoir. L'extrême-gauche révolutionnaire n'a pas été, dans l'immédiat, mise devant des responsabilités qui manifestement dépassaient ses forces : celles de représenter, au sein de la classe ouvrière, une politique clairement et nettement opposée à ce gouvernement d'Union de la gauche qui aurait été inévitablement une machine de guerre contre les travailleurs.

Le problème de fond cependant demeure. Même si les grands partis qui se réclament de la classe ouvrière ont moins l'occasion de se déconsidérer aux yeux de cette dernière dans l'opposition qu'au gouvernement, ils ne conduiront pas les luttes nécessaires de la classe ouvrière et surtout ils ne lui offriront pas de perspectives politiques.

Pour que la classe ouvrière ait réellement des perspectives politiques, il faut qu'il existe en son sein une fraction consciente, révolutionnaire, organisée dans un parti et capable de représenter et de défendre parmi les travailleurs des perspectives politiques indépendantes.

Cette fraction n'existe pas encore. Et il ne suffit pas pour des organisations révolutionnaires de mener une politique juste pour la faire émerger. Pour cela, il faut le courage d'autre chose : du travail patient, des luttes au travers desquelles des militants révolutionnaires montrent qu'ils méritent la confiance de leurs camarades ; il faut aussi des circonstances favorables.

Mais si une politique juste, indépendante des partis réformistes n'est pas une condition suffisante, c'est tout de même une condition nécessaire. Le suivisme par rapport aux appareils réformistes ne mène nulle part ; ou plutôt, si d'aventure il mène quelque part, ce n'est pas vers un parti révolutionnaire authentique, réellement lié aux masses.